

Mozambique : Evo Fernandes de passage à Paris

Jeune
Afrique
(1263)

Le secrétaire général du MNR *20 March*
se dit sûr de la victoire *1985*

D'origine indienne, Mozambicain de naissance et Portugais de nationalité, Evo Fernandes, secrétaire général du Mouvement national de Résistance (MNR), est un homme affable et courtois. Juste ce qu'il faut, en fait, pour donner à cette formation antimarxiste, qui combat les armes à la main le régime de Samora Machel, un visage pondéré et « responsable ». De passage à Paris début mars — où il n'a eu que des contacts officieux —, Fernandes s'est employé à convaincre ses interlocuteurs de l'imminence de la victoire de son mouvement.

Situation étrange que celle de ce mouvement, créé en 1975 avec l'aide des services secrets rhodésiens, pris en charge, à partir de 1980, par leurs homologues sud-africains, constitué de déserteurs du Frelimo (Afonso

Dhlakama, son président, est un ancien membre du Front de Samora Machel) ou d'ex-supplétifs de l'armée coloniale (Fernandes lui-même fut inspecteur dans la police portugaise) et qui, aujourd'hui, s'affirme en lutte à la fois contre les « marxistes » de Maputo et contre les « racistes » de Pretoria.

Depuis les accords mozambicano-sud-africains de Nkomati (16 mars 1984), en effet, le MNR ne bénéficie plus de la complicité ouverte des autorités blanches. Il se dit même sacrifié sur l'autel de la réconciliation Botha-Machel. Ce qui n'est pas tout à fait exact puisque ses dirigeants jouissent toujours de la sympathie active de certains secteurs de l'armée et de la police sud-africaines et qu'ils ne sont pas interdits de séjour au sud du Limpopo. Reste que la plupart de leurs camps d'entraînement situés à la frontière mozambicaine, dans l'est du Transvaal, ont été fermés. Et que Pieter Botha envisage sérieusement, en

accord avec Samora Machel, d'envoyer des troupes spéciales sur le territoire mozambicain, avec pour mission de protéger la ligne à haute tension qui relie le barrage de Cabora Bassa à l'agglomération Johannesburg-Pretoria. Une ligne dont les pylônes sont régulièrement détruits par le MNR.

L'accord de Nkomati n'a donc pas, ainsi que l'espérait Machel, sonné le glas de ceux que l'on appelle, à Maputo, les *xiconhocas* (voyous). Bien au contraire : les dix provinces du pays sont aujourd'hui touchées par la rébellion. Celle-ci, il est vrai, ne contrôle aucune ville et n'a pas d'autre programme que de renverser le gouvernement.

La crainte des autorités sud-africaines est de voir Samora Machel, face à la dégradation de la situation intérieure, se tourner vers l'URSS pour lui rappeler les termes du traité d'amitié signé en 1977. Elles redoutent aussi d'assister à la mise à l'écart du président mozambicain à qui la ligne dure du Frelimo reproche déjà d'être allé trop loin dans la voie de la compromission sans compensations. Machel, de son côté, reproche à Pretoria son double langage : négocier le jour et déstabiliser la nuit. « *Ils veulent nous transformer enbantoustan* », affirme-t-on à Maputo... F.S.